



**ZONE DE POLICE MONTGOMERY  
POLITIEZONE MONTGOMERY**

**CONSEIL DE POLICE DU 25 AVRIL 2025  
POLITIERAAD VAN 25 APRIL 2025**

PROCÈS VERBAL  
PROCES-VERBAAL

<b>Présents Aanwezig</b>	Olivier Maingain, <i>Président du Conseil de Police/Voorzitter van de Politieraad</i> ; Benoît Cerexhe, Vincent De Wolf, <i>Bourgmestres/Burgemeesters</i> ; Ariane Calmeyn, Olivier Coppens, Isabelle Delacroix, Kurt Deswert, Aziz Es, Fabienne Henry, Caroline Joway, Hatiana LUWANA, Jean-Nicolas Laurent Josi, Gaëtane Lurquin, Louise Ngandu Lukusa, Lucien Rigaux, Christine Sallé, Eléonore Simonet, Frank Van Bockstal, Virginie Van Lierde, Anne Vandersande, Myriam Wallaert-Gob, Vincent Wauters, Adeline Westerling, <i>Conseillers de police/Politieraadsleden</i> ; Michaël Jonniaux, <i>Chef de Corps/Korpschef</i> ; Etienne Viatour, <i>Secrétaire/Secretaris</i> .
<b>Excusés Verontschuldigd</b>	Louise-Marie Bataille, Lise Ottinger, Fabienne Puel van Raemdonck, Cécile Vainsel, Sarah Zaarour, <i>Conseillers de police/Politieraadsleden</i> .

Ouverture de la séance à 18:00  
Opening van de zitting om 18:00

**Secrétariat zonal - Zone Secretariaat**

**1 Approbation du procès-verbal de la réunion du 21 02 2025**

Le Conseil approuve le point.  
23 votants : 23 votes positifs.

**Goedkeuring van de notulen van de vergadering van 21 02 2025**

De Raad keurt het punt goed.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

**2 Prestations de serment**

Doivent encore prêter serment:

Madame Hatiana LUWANA

Monsieur Lucien RIGAUX

Le Conseil approuve le point.  
23 votants : 23 votes positifs.

## Eedaflegging

Moeten nog de eed afleggen:

Mevrouw Hatiana LUWANA

Mijnheer Lucien RIGAUX

De Raad keurt het punt goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

### 3 COOPTATION D'UN CONSEILLER DE POLICE DU GROUPE LINGUISTIQUE NEERLANDAIS - ERRATUM

Considérant que le procès-verbal de la séance du Conseil de police du 21/02/2025 prévoit que :

« **Considérant** que, en application de l'article 22bis LPI, les conseils de police des zones de police de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale doivent comprendre au moins un nombre fixé de membres du groupe linguistique néerlandais, à savoir 2 membres pour la zone de police Montgomery ;

**Considérant** que, parmi les 25 conseillers communaux élus en qualité de conseillers de police, 1 conseiller est membre du groupe linguistique néerlandais, à savoir Monsieur Frank VAN BOCKSTAL

**Considérant** qu'il conviendra dès lors, conformément à l'article 22bis, §2 LPI, de procéder à la cooptation comme Conseiller de police d'une personne supplémentaire choisie parmi les conseillers communaux effectifs ou suppléants appartenant au groupe linguistique néerlandais des conseils communaux de la zone ; Que cette cooptation aura lieu lors de la prochaine séance du Conseil de police ; »

Considérant que, sur base des informations communiquées ultérieurement, il apparaît que Monsieur Kurt DESWERT est également membre du groupe linguistique néerlandais ;

Considérant que le Conseil de police de la zone de police Montgomery compte donc bien 2 conseillers appartenant au groupe linguistique néerlandais ;

Considérant qu'il n'est dès lors pas nécessaire de procéder à la cooptation d'un conseiller de police supplémentaire ;

Le Secrétaire zonal précise qu'il est apparu que le conseil de police de la zone Montgomery comprenait bien le nombre de conseillers néerlandophones prévu par la loi sur la police intégrée, à savoir 2. Par conséquent, aucune cooptation n'est finalement nécessaire.

Le Conseil approuve le point.

23 votants : 23 votes positifs.

### COÖPTATIE VAN EEN POLITIERAADSLID VAN DE NEDERLANDSTALIGE GROEP - ERRATUM

Overwegende dat de notulen van de vergadering van de Politieraad van 21/02/2025 voorzien dat:

**“Overwegende dat, overeenkomstig artikel 22bis van de WPA, de politieraden van de politiezones van het administratief arrondissement Brussel-Hoofdstad ten minste een vastgesteld aantal leden van de Nederlandse taalgroep moeten tellen, namelijk 2 leden voor de politiezone Montgomery;**

**Overwegende dat van de 25 gemeenteraadsleden die verkozen zijn als politieraadslid, 1 gemeenteraadslid lid is van de Nederlandse taalgroep, namelijk de heer Frank VAN BOCKSTAL**

**Overwegende dat het bijgevolg aangewezen zal zijn, overeenkomstig artikel 22bis, §2 WPA, over te gaan tot de coöptatie als Politieraadslid van een bijkomende persoon gekozen uit de effectieve of plaatsvervangende gemeenteraadsleden behorende tot de Nederlandse taalgroep van de gemeenteraden van de zone ; Overwegende dat deze coöptatie zal plaatsvinden op de volgende vergadering van de Politieraad;”**

Overwegende dat, op basis van de later verstrekte informatie, blijkt dat de heer Kurt DESWERT ook lid is van de Nederlandstalige taalgroep;

Overwegende dat de Politieraad van de politiezone Montgomery dus inderdaad 2 raadsleden telt die tot de Nederlandstalige taalgroep behoren;

Overwegende dat het daarom niet nodig is om een extra politieraadslid te coöpteren;

De Zonesecretaris legt uit dat de politieraad van de zone Montgomery wel het aantal Nederlandstalige raadsleden telt waarin de wet op de geïntegreerde politie voorziet, namelijk 2. Uiteindelijk is er dus geen coöptatie nodig.

De Raad keurt het punt goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

## **Service Ressources Humaines - Dienst Personeel Middelen**

### **4 PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – MODIFICATION DU CADRE ORGANIQUE – MODIFICATION DE L’ORGANIGRAMME**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police et déterminant notamment les cadres et les grades du personnel du corps de police ;

Vu l’arrêté royal du 17 septembre 2001 déterminant les normes d’organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population ;

Vu l’arrêté royal du 07 décembre 2001 déterminant les normes d’encadrement des membres du personnel de la police locale ;

Vu l’arrêté royal du 5 septembre 2001 déterminant l’effectif minimal du personnel opérationnel et du

personnel administratif et logistique de la police locale, et plus particulièrement les annexes 1 et 2 ;

Vu l'arrêté ministériel du 5 juin 2007 relatif à la pondération des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique des services de police ;

Vu la circulaire ministérielle PLP 10 du 09 octobre 2001 concernant les normes d'organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population ;

Vu la circulaire ministérielle ZPZ 12 du 22 décembre 2000 relative au cadre de référence et de travail des zones de police ;

Vu ses délibérations des 16 octobre 2001, 18 février 2002, 21 septembre 2004, 12 avril 2005, 5 décembre 2005, 30 juin 2006, 24 avril 2009, 18 octobre 2011, 19 octobre 2012, 11 décembre 2013, 14 novembre 2014, 13 novembre 2015, 09 novembre 2018, 20 novembre 2020, 23 avril 2021, 08 septembre 2023, 14 juin 2024 et du 22 novembre 2024 portant fixation du cadre organique du corps de police ;

Considérant qu'en vertu de l'arrêté royal du 5 septembre 2001, l'effectif minimal du corps de police zonal est fixé à 451 équivalents temps plein, soit 418 membres du cadre opérationnel et 33 membres du cadre administratif et logistique ; que ces chiffres représentent une norme minimale en deçà de laquelle le cadre ne peut être fixé ;

Considérant que les délibérations des 16 octobre 2001 et 18 février 2002 portent fixation du cadre organique du corps de police à 508 emplois statutaires temps plein dont 427 membres du cadre opérationnel et 81 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que les délibérations des 21 septembre 2004, 12 avril 2005, 5 décembre 2005, 30 juin 2006 et 24 avril 2009 modifient le cadre organique du corps de police et le portent à, respectivement, 576, 581, 607, 609 et 619 emplois statutaires temps plein dont 512 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que les délibérations du 18 octobre 2011 et 19 octobre 2012 modifient la répartition du cadre organique et le portent à 619 emplois statutaires temps plein dont 502 membres du cadre opérationnel et 117 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que les délibérations du 11 décembre 2013 et 14 novembre 2014 modifient le cadre organique du corps de police et le portent à 611 emplois statutaires temps plein dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 13 novembre 2015 modifie la répartition du cadre organique et le porte à 599 emplois statutaires temps plein dont 491 membres du cadre opérationnel et 108 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 09 novembre 2018 modifie la répartition du cadre organique et le porte à 599 emplois statutaires temps plein dont 494 membres du cadre opérationnel et 105 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 20 novembre 2020 modifie le cadre organique du corps de police et le porte à 611 emplois statutaires temps plein dont 504 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 23 avril 2021 modifie la répartition du cadre organique et le porte à 611 emplois statutaires temps plein dont 505 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 08 septembre 2023 modifie le cadre organique du corps de police et le porte à 616 emplois statutaires temps plein dont 509 membres du cadre opérationnel et 107

membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 14 juin 2024 modifie la répartition du cadre organique et le porte à 616 emplois statutaires temps plein dont 510 membres du cadre opérationnel et 106 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la délibération du 22 novembre 2024 modifie la répartition du cadre organique et le porte à 617 emplois statutaires temps plein dont 510 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant l'organigramme et le mode de fonctionnement du corps de police locale tels qu'approuvés par le conseil de police en sa séance du 22 novembre 2024 ;

Considérant qu'en 2018, il était nécessaire de revoir sensiblement l'organisation interne de certains départements et services du corps de police afin d'améliorer le fonctionnement de la Zone de police;

Considérant que, depuis lors, l'évaluation régulière des modifications intervenues a été réalisée ;

Considérant que cette évaluation a mené à plusieurs ajustements et adaptations indispensables afin de garantir un fonctionnement adapté ;

Considérant qu'une nouvelle évaluation de certains départements et services a été réalisée compte tenu du départ de membres du personnel et des changements qui en découlent en terme de fonctionnement;

Considérant qu'il est indispensable de veiller à poursuivre l'objectif d'efficacité au niveau de l'organisation interne ;

Considérant qu'un fonctionnement optimal nécessite des ajustements en terme, notamment, de réorganisation de certains services ainsi qu'en terme de capacité prévue initialement ;

Considérant que, dans le cadre des mesures visant à renforcer la sécurité dans les transports publics, 23 Inspecteurs de police ont intégré notre zone de police en 2013 ;

Considérant que ceux-ci devaient être intégrés dans le cadre organique ;

Considérant qu'aux termes du courrier du 6 août 2013 de la Ministre de l'Intérieur, cela n'a cependant aucun effet sur les normes d'encadrement ainsi que sur le calcul des effectifs de la Recherche locale ;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier l'organigramme tel qu'approuvé par le Conseil de police du 22 novembre 2024 ;

Considérant que la modification de l'organigramme a été approuvée par le Collège de police en sa séance du 25 avril 2025;

Considérant que celle-ci a également été présentée et validée lors du comité de concertation de base le 28 mars 2025 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 5 juin 2007, le cadre du personnel doit, à partir du 1<sup>er</sup> septembre 2007, mentionner la classe à laquelle une fonction de niveau A appartient ;

Considérant le document annexe à la présente délibération, à savoir le tableau des capacités et de répartition des effectifs ;

Suivant en cela l'avis du Chef de Corps ;

Sur proposition du Collège de police ;

**DECIDE :**

- de modifier l'organigramme du corps de police de la zone de police locale 5343 « MONTGOMERY » d'Etterbeek / Woluwe-Saint-Lambert / Woluwe-Saint-Pierre et de fixer le cadre organique à 617 emplois statutaires temps plein, dont 514 emplois statutaires temps plein au cadre opérationnel et 103 emplois statutaires temps plein au cadre administratif et logistique ;
- de fixer la répartition des 617 emplois statutaires temps plein au sein du cadre opérationnel et du cadre administratif et logistique de la manière suivante :

<b>I. CADRE OPERATIONNEL</b>		<b>Ancien cadre</b>	<b>Nouveau cadre</b>
a. Cadre des Officiers	Commissaires divisionnaire de police	4	4
	Commissaires de police	22	21
b. Cadre moyen	Inspecteurs principaux de police	86	88
c. Cadre de base	Inspecteurs de police	380	383
d. Cadre des agents de police	Agents de police	18	18
<b>Total d'emplois statutaires temps plein du cadre opérationnel</b>		<b>510</b>	<b>514</b>

<b>II. CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE</b>		<b>Ancien cadre</b>	<b>Nouveau cadre</b>
a. Niveau A		22	22
b. Niveau B		32	31
c. Niveau C		50	47
d. Niveau D		3	3
<b>Total d'emplois statutaires temps plein du cadre administratif et logistique</b>		<b>107</b>	<b>103</b>

**REPARTITION DES EMPLOIS DE NIVEAU A**

Secrétaire zonal / DPO	Classe 3
Conseiller traducteur	Classe 1
Conseiller Juriste membre du Secrétariat zonal	Classe 1
Conseiller en prévention Chef du service interne de Prévention et Protection au travail	Classe 3
Conseiller en prévention membre du service interne de Prévention et Protection au travail	Classe 2

Conseiller en prévention / aspects psychosociaux membre du service interne de Prévention et Protection au travail	Classe 2
Conseiller Chef de service Cellule aide psychosociale	Classe 1
Conseiller membre de la Cellule aide psychosociale	Classe 1
Conseiller Directeur du Département Stratégie-Qualité	Classe 3
<b>Conseiller Cellule d'appui à la politique</b>	<b>Classe 1</b>
Conseiller Analyste stratégique	Classe 1
Conseiller Chef du Service communication	Classe 2
Conseiller Directeur du Département Gestion des moyens	Classe 4
<b>Conseiller Cellule d'appui au Département Gestion des Moyens</b>	<b>Classe 2</b>
Conseiller Chef du Service Ressources humaines	Classe 2
Conseiller Chef du Service Ressources financières	Classe 2
Conseiller Chef du Service Ressources matérielles	Classe 2
Conseiller coordinateur Cellule Marchés publics	Classe 1
Conseiller Chef du Service Infrastructures	Classe 2
Conseiller Chef du Service Ressources télématiques	Classe 2
Conseiller Chef de service adjoint du Service Ressources télématiques	Classe 2
Conseiller Chef de service Service d'assistance policière aux victimes	Classe 2

- que le document annexe fait partie intégrante de la présente décision à savoir, le tableau des capacités et de répartition des effectifs ;
- que ce cadre du corps de police locale sera pourvu à concurrence des emplois déclarés vacants dans le cadre des cycles de mobilité annuels organisés par la Police Fédérale tout en tenant compte des disponibilités budgétaires zonales ;
- de revoir ultérieurement le cadre et l'organigramme adoptés ce jour afin de les adapter à la réalité du fonctionnement et des besoins.
- 

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Monsieur le Comptable spécial et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 25 avril 2025.

Le Conseil approuve le point.  
23 votants : 23 votes positifs.

## **PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – WIJZIGING VAN HET ORGANIEK KADER – WIJZIGING VAN HET ORGANOGRAM**

De politieraad,

Gelet op de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, dat eveneens de kaders en de graden van het personeel van het politiekorps bepaalt ;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 september 2001 tot vaststelling van de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie teneinde een minimale dienstverlening aan de bevolking te verlenen ;

Gelet op het koninklijk besluit van 07 december 2001 tot vaststelling van de formatienormen van de personeelsleden van de lokale politie ;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 september 2001 houdende het minimaal effectief van het operationeel en van het administratief en logistiek personeel van de lokale politie en meer in bijzonder de bijlagen 1 en 2 ;

Gelet op het ministerieel besluit van 05 juni 2007 betreffende de weging van de functies van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de politiediensten;

Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 10 van 09 oktober 2001 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking;

Gelet op de ministeriële omzendbrief ZPZ 12 van 22 december 2000 betreffende het algemeen raam- en werkingskader van de politiezones ;

Gelet op zijn beraadslagingen van 16 oktober 2001, 18 februari 2002, 21 september 2004, 12 april 2005, 5 december 2005, 30 juni 2006, 24 april 2009, 18 oktober 2011, 19 oktober 2012, 11 december 2013, 14 november 2014, 13 november 2015, 09 november 2018, 20 november 2020, 23 april 2021, 08 september 2023, 14 juni 2024 en 22 november 2024 tot vaststelling van het organiek kader van het politiekorps;

Overwegende dat krachtens het koninklijk besluit van 5 september 2001 het minimaal effectief van het zonaal politiekorps vastgesteld is op 451 voltijdse equivalenten, meer bepaald 418 leden van het operationeel kader en 33 leden van het administratief en logistiek kader ; dat deze cijfers een minimumnorm uitmaken zonder dewelke het kader niet vastgesteld kan worden ;

Overwegende dat de beraadslagingen van 16 oktober 2001 en 18 februari 2002 het organieke kader van het politiekorps vaststellen op 508 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 427 leden van het operationeel kader en 81 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslagingen van 21 september 2004, 12 april 2005, 5 december 2005, 30 juni 2006 en 24 april 2009 het organiek kader van het politiekorps wijzigen en dit brengen op respectievelijk 576, 581, 607, 609 en 619 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 512 leden van operationeel kader en 107 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslagingen van 18 oktober 2011 en 19 oktober 2012 de verdeling van het organiek kader wijzigen en dit brengen op 619 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 502 leden van operationeel kader en 117 leden van het administratief en logistiek kader;

Overwegende dat de beraadslagingen van 11 december 2013 en 14 november 2014 het organieke kader van het politiekorps wijzigen en dit brengen op 611 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 505 leden van operationeel kader en 106 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 13 november 2015 de verdeling van het organieke kader wijzigt en dit brengt op 599 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 491 leden van operationeel kader en 108 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 09 november 2018 de verdeling van het organieke kader wijzigt en dit brengt op 599 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 494 leden van operationeel kader en 105 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 20 november 2020 het organieke kader van het politiekorps wijzigt en dit brengt op 611 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 504 leden van operationeel kader en 107 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 23 april 2021 de verdeling van het organiek kader wijzigt en dit brengt op 611 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 505 leden van operationeel kader en 106 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 08 september 2023 het organieke kader van het politiekorps wijzigt en dit brengt op 616 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 509 leden van operationeel kader en 107 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 14 juni 2024 de verdeling van het organiek kader wijzigt en dit brengt op 616 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 510 leden van operationeel kader en 106 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat de beraadslaging van 22 november 2024 de verdeling van het organiek kader wijzigt en dit brengt op 617 voltijdse statutaire betrekkingen waarvan 510 leden van operationeel kader en 107 leden van het administratief en logistiek kader ;

Overwegende dat het organogram en de werkingwijze van het lokaal politiekorps werden goedgekeurd door de politieraad tijdens de vergadering van 22 november 2024 ;

Overwegende dat het in 2018 nodig was om verschillende departementen en diensten van het politiekorps gevoelig te herzien teneinde de werking van de Politiezone te verbeteren;

Overwegende dat er sindsdien een regelmatige evaluatie van de tot stand gekomen wijzigingen heeft plaatsgevonden;

Overwegende dat deze evaluatie heeft geleid tot een aantal aanpassingen en bijstellingen die onontbeerlijk zijn om een aangepaste werking te garanderen;

Overwegende dat, met het oog op het vertrek van personeelsleden en de daaruit voortvloeiende wijzigingen in de werking, een nieuwe evaluatie van bepaalde departementen en diensten is uitgevoerd;

Overwegende dat het van essentieel belang is de doelstelling van doeltreffendheid op het gebied van de interne organisatie na te streven;

Overwegende dat voor een optimale werking aanpassingen nodig zijn, met name wat betreft de reorganisatie van bepaalde diensten, alsmede wat betreft de oorspronkelijk geplande capaciteit;

Overwegende dat, in het kader van de maatregelen richtend op de versterking van beveiliging van het openbaar vervoer, 23 Inspecteurs van politie in onze politiezone gekomen zijn in 2013;

Overwegende dat deze in het organiek kader geïntegreerd moesten worden;

Overwegende dat, volgens de brief van 6 augustus 2013 van de Minister van Binnenlandse Zaken, dit niettemin geen gevolg heeft op de formatienormen en op de berekening van de effectieven van de lokale Recherche;

Overwegende dat het noodzakelijk is om het zonale organogram zoals goedgekeurd door de Politieraad van 22 november 2024 te wijzigen;

Overwegende dat deze wijziging van het organogram goedgekeurd werd door het Politiecollege tijdens de vergadering van 25 april 2025;

Overwegende dat deze ook voorgelegd en goedgekeurd werd tijdens het basisoverlegcomité van 28 maart 2025;

Overwegende dat krachtens artikel 17 van het ministerieel besluit van 5 juni 2007 het kader van het personeel vanaf 1 september 2007 de klasse dient te vermelden waartoe een functie van niveau A behoort;

Overwegende het document bijgevoegd aan deze beraadslaging, namelijk de tabel van de capaciteit en de verdeling van het personeel ;

Hierin het advies van de Korpschef volgend;

Op voorstel van het Politiecollege;

### **BESLIST :**

- Het organieke kader van het politiekorps van de lokale politiezone 5343 « MONTGOMERY » van Etterbeek / Sint-Lambrechts-Woluwe / Sint-Pieters-Woluwe te wijzigen en vast te stellen op 617 voltijdse statutaire betrekkingen, waarvan 514 voltijdse statutaire betrekkingen in het operationeel kader en 103 voltijdse statutaire betrekkingen in het administratief en logistiek kader ;
- De 617 voltijdse statutaire betrekkingen binnen het operationeel kader en het administratief en logistiek kader op volgende wijze te verdelen :

<b>I. OPERATIONEEL KADER</b>		<b>Oud kader</b>	<b>Nieuw kader</b>
a. Officierskader	Hoofdcommissarissen van politie	4	4
	Commissarissen van politie	22	21
b. Middenkader	Hoofdinspecteurs van politie	86	88
c. Basiskader	Inspecteurs van politie	380	383
d. Kader van de agenten van politie	Agenten van politie	18	18
<b>Totaal voltijdse statutaire betrekkingen van het operationeel kader</b>		<b>510</b>	<b>514</b>

<b>II. ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER</b>		<b>Oud kader</b>	<b>Nieuw kader</b>
a. Niveau A		22	22
b. Niveau B		32	31
c. Niveau C		50	47
d. Niveau D		3	3
<b>Totaal voltijdse statutaire betrekkingen van het administratief en logistiek kader</b>		<b>107</b>	<b>103</b>

**VEGING VAN DE AMBTEN VAN NIVEAU A**

Zonesecretaris / DPO	Klasse 3
Adviseur lid Vertaler	Klasse 1
Adviseur lid Jurist Zonaal Secretariaat	Klasse 1
Preventieadviseur Diensthoofd Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk	Klasse 3
Preventieadviseur lid Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk	Klasse 2
Preventieadviseur / psychosociale aspecten lid Interne Dienst Preventie en Bescherming op het werk	Klasse 2
Adviseur Diensthoofd Cel Psychosociale Steun	Klasse 1
Adviseur lid Cel Psychosociale Steun	Klasse 1
Adviseur Directeur van het Departement Strategie-Kwaliteit	Klasse 3
<b>Adviseur Beleidsondersteunende Cel</b>	<b>Klasse 1</b>
Adviseur Strategisch Analist	Klasse 1
Adviseur Diensthoofd Communicatiedienst	Klasse 2
Adviseur Directeur van het Departement Middelenbeheer	Klasse 4
<b>Adviseur Steuncel Departement Middelenbeheer</b>	<b>Klasse 2</b>
Adviseur Diensthoofd Dienst Human resources	Klasse 2
Adviseur Diensthoofd Dienst Financiële middelen	Klasse 2
Adviseur Diensthoofd Dienst Materiële middelen	Klasse 2
Adviseur Coördinator Cel Openbare Aanbestedingen	Klasse 1
Adviseur Diensthoofd Dienst Infrastructuur	Klasse 2
Adviseur Diensthoofd Dienst Telematica-middelen	Klasse 2
Adviseur Adjunct Diensthoofd Dienst Telematica-middelen	Klasse 2
Adviseur Diensthoofd Dienst politionele Slachtofferbejegening	Klasse 2

- dat het document in bijlage integraal deel zal uitmaken van de huidige beslissing, meer bepaald de tabel van de capaciteit en de verdeling van het personeel;
- dat dit kader van het lokaal politiekorps voorzien zal worden in functie van de vacant verklaarde betrekkingen in het kader van de jaarlijkse mobiliteitscycli die georganiseerd worden door de Federale politie en waarbij rekening gehouden wordt met de zonale begrotingsmogelijkheden ;
- het kader dat die dag goedgekeurd wordt, later herzien zal worden om het aan te passen aan de werkelijke werking en behoeften.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan de Heer Bijzonder rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 25 april 2025.

De Raad keurt het punt goed.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

**5 PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – CADRE ORGANIQUE – DÉCLARATION DE VACANCE D’EMPLOIS – MODALITÉS DE SÉLECTION – CYCLE DE MOBILITÉ – 2025-02**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police, déterminant notamment les cadres et les grades du personnel du corps de police ;

Vu l’arrêté royal du 20 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la mobilité du personnel des services de police ;

Vu les circulaires ministérielles GPI 15 concernant la mise en œuvre de la mobilité au sein du service de police intégré, structuré à deux niveaux ;

Vu la circulaire ministérielle PLP 10 concernant les normes d’organisation et de fonctionnement de la police locale visant à assurer un service minimum équivalent à la population ;

Vu sa délibération du 22 novembre 2024 (#043/22.11.2024/A/0004#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 617 équivalents temps plein, dont 510 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Vu l’organigramme du corps de police ;

Considérant que les effectifs du cadre opérationnel réel sont au 01 mars 2025 de 449 emplois des 510 emplois prévus au cadre organique ; que 61 emplois sont donc vacants au cadre ;

Considérant que les effectifs du cadre administratif et logistique réel sont au 01 mars 2025 de 93 emplois des 107 emplois prévus au cadre organique ; que 14 emplois sont donc vacants au cadre ;

Considérant qu’il est nécessaire de procéder au remplacement des membres du personnel qui ont fait ou feront, prochainement, l’objet d’une mise à la pension ;

Considérant qu’il y a lieu de remplacer les membres du personnel qui ont fait usage de la mobilité lors des cycles précédents ainsi que les membres du personnel détachés;

Considérant qu’il convient de combler les départs de certains membres du personnel qui bénéficient d’une promotion sociale ;

Considérant les besoins prioritaires en personnel au sein du corps de police de la zone ;

Considérant la décision du 21 janvier 2010 du Commissaire général de la police fédérale d’augmenter le nombre de cycles de mobilité à 5 au lieu de 3 ;

Considérant que la Zone de police doit faire connaître ses besoins en personnel, en vue du deuxième cycle de mobilité pour l’année 2025 ;

Suivant en cela l’avis du Chef de Corps;

Sur proposition du Collège de police ;

## **DECIDE :**

- D'ouvrir au cycle de mobilité 2025-02 au profit du cadre opérationnel :
  - 1 emploi d'Inspecteur Principal de police pour le Département Appui Opérationnel, Dispatching Zonal, Chef de Service Adjoint ;
  - 1 emploi d'Inspecteur Principal de police pour le Département Police de Proximité, Service Lois Spéciales ;
  - 1 emploi d'Inspecteur Principal de police pour le Département Police de 1<sup>ère</sup> Ligne, Service circulation, Cellule Trafic Technique ;
  - 1 emploi d'Inspecteur Principal de police pour le Département Police de 1<sup>ère</sup> Ligne, Service Circulation ;
  - 3 emplois d'Inspecteur de police pour le Département Police de Proximité, Service Accueil ;
  - 4 emplois d'Inspecteur de police pour le Département Police de 1<sup>ère</sup> Ligne, Service Circulation ;
  - 2 emplois d'Inspecteur de police pour le Département Police de Proximité, Service Quartier ;
  - 4 emplois d'Inspecteur de police pour le Département Police de 1<sup>ère</sup> Ligne, Service Interventions ;
  - 1 emploi d'Inspecteur de police pour le Département de la Recherche Locale, Service de recherche centralisé ;
  
- D'ouvrir au cycle de mobilité 2025-02 au profit du cadre administratif et logistique :
  - 1 CALog Niveau A, Conseiller, Chef de service, Classe 2, pour le Département Stratégie & Qualité, Service Communication ;
  - 1 CALog Niveau B, Consultant en communication, pour le Département Stratégie & Qualité, Service Communication ;
  - 1 CALog Niveau B, Consultant, pour le Département Police de 1<sup>ère</sup> Ligne, Service Circulation, Cellule Trafic Technique ;
  - 1 CALog Niveau B, Secrétaire de Direction, pour la Direction Générale, Secrétariat zonal ;
  - 1 CALog Niveau C, Assistant, pour le Département Appui Opérationnel, Service orientation des dossiers, Cellule Paramétrisation.

- de retenir comme modalités de sélection pour l'emploi d'Inspecteur de police pour le Département de la Recherche Locale, Service de recherche centralisé, déclaré vacant, un test écrit suivi d'un entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre opérationnel revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de retenir comme modalités de sélection pour l'emploi CALog Niveau A, Conseiller, Chef de service, Classe 2, pour le Département Stratégie & Qualité, Service Communication, CALog Niveau B, Consultant en communication, pour le Département Stratégie & Qualité, Service Communication, CALog Niveau B, Consultant, pour le Département Police de 1<sup>ère</sup> Ligne, Service Circulation Cellule Trafic Technique et CALog Niveau B, Secrétaire de Direction, pour la Direction Générale, Secrétariat zonal, déclarés vacants, un test écrit suivi d'un entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre administratif et logistique revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de retenir comme modalité de sélection pour les autres emplois déclarés vacants, l'entretien de sélection avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Directeur du Département concerné ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre opérationnel ou du cadre administratif et logistique revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives.

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Monsieur le Comptable spécial et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 25 avril 2025.

Le Conseil approuve le point.  
23 votants : 23 votes positifs.

**PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – ORGANIEK KADER –  
VACANTVERKLARING VAN OPENSTAANDE BETREKKINGEN –  
SELECTIEMODALITEITEN – MOBILITEITSCYCLUS 2025-02**

De politieraad,

Gelet op de wet dd. 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op het koninklijk besluit dd. 30 maart 2001 tot regeling van de rechtspositie van het personeel van de politiediensten, dat eveneens de kaders en de graden van het personeel van het politiekorps bepaalt ;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 november 2001 betreffende de vastlegging van de modaliteiten met betrekking tot de mobiliteit van het personeel van de politiediensten ;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven GPI 15 betreffende de toepassing van de mobiliteitsregeling in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus;

Gelet op de ministeriële omzendbrief PLP 10 inzake de organisatie- en werkingsnormen van de lokale politie met het oog op het waarborgen van een minimale gelijkwaardige dienstverlening aan de bevolking;

Gelet op haar beraadslaging van 22 november 2024 (#043/22.11.2024/A/0004#) houdende de wijziging van het zonaal organiek kader op 617 voltijdse equivalenten, waarvan 510 leden van het operationeel kader en 107 van het administratief en logistiek kader;

Gelet op het organogram van het politiekorps;

Overwegende dat de effectieven van het operationeel kader op 1 maart 2025 reëel 449 eenheden telt van de 510 betrekkingen voorzien in het organiek kader ; dat 61 betrekkingen van dit kader bijgevolg vacant zijn in dit kader ;

Overwegende dat de effectieven van het administratief en logistiek kader op 1 maart 2025 reëel 93 eenheden telt van de 107 betrekkingen voorzien in het organiek kader ; dat 14 betrekkingen bijgevolg vacant zijn in dit kader;

Overwegende dat de personeelsleden die onlangs op pensioen gegaan zijn of binnenkort op pensioen gaan, vervangen moeten worden;

Overwegende dat de personeelsleden die gebruik gemaakt hebben van de mobiliteit bij de vorige cycli en de personeelsleden die gedetacheerd werden, vervangen moeten worden;

Overwegende dat het vertrek van bepaalde personeelsleden die een sociale promotie genieten aangevuld moet worden;

Overwegende de prioritaire nood aan personeel binnen het politiekorps van de zone;

Overwegende de beslissing van 21 januari 2010 van de Commissaris-Generaal van de federale politie om het aantal mobiliteitscycli te verhogen van 3 naar 5;

Overwegende dat de Politiezone, met het oog op de tweede mobiliteitscyclus van het jaar 2025, zijn behoeften aan personeel te kennen moet geven;

Hierin het advies van de Korpschef volgend;

Op voorstel van het Politiecollege;

**BESLIST :**

- volgende betrekkingen in het operationeel kader vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2025-02:
  - 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Operationele Steun, Zonale Dispatching, Adjunct Diensthoofd;
  - 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Dienst Bijzondere Wetten;
  - 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Eerstelijns politie, Verkeersdienst, Cel Technisch Verkeer;

- 1 betrekking van Hoofdinspecteur van politie voor het Departement Eerstelijns politie, Verkeersdienst;
  - 3 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Dienst Onthaal;
  - 4 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Eerstelijns politie, Verkeersdienst;
  - 2 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Nabijheidspolitie, Wijkdienst
  - 4 betrekkingen van Inspecteur van politie voor het Departement Eerstelijns politie, Interventiedienst;
  - 1 betrekking van Inspecteur van politie voor het Departement Lokale Recherche, Dienst Gecentraliseerde recherche;
- Volgende betrekking in het administratief en logistiek kader vacant te verklaren in het kader van de mobiliteitscyclus 2025-02 :
- 1 betrekking van CALog Niveau A, Adviseur, Diensthoofd, Klasse 2, voor het Departement Strategie & Kwaliteit, Communicatiedienst;
  - 1 betrekking van CALog Niveau B, Communicatieconsulent, voor het Departement Strategie & Kwaliteit, Communicatiedienst;
  - 1 betrekking van CALog Niveau B, Consulent, voor het Departement Eerstelijns politie, Verkeersdienst Cel Technisch Verkeer;
  - 1 betrekking van CALog Niveau B, Directiesecretaris/-esse, voor de Algemene Directie, Zonaal Secretariaat;
  - 1 betrekking van CALog Niveau C, Assistent, voor het Departement Operationele Steun, Dienst oriëntatie dossiers, Cel Parametrisatie
- om als selectiemodus:
- voor de vacant verklaarde betrekking van Inspecteur van politie voor het Departement Lokale Recherche, Dienst Gecentraliseerde recherche, een schriftelijke test gevolgd door het selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduide officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduide persoon en een personeelslid van het operationeel kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden;
  - voor de vacant verklaarde betrekkingen van CALog Niveau A, Adviseur, Diensthoofd, Klasse 2, voor het Departement Strategie & Kwaliteit, Communicatiedienst, CALog Niveau B, Communicatieconsulent, voor het Departement Strategie & Kwaliteit, Communicatiedienst, CALog Niveau B, Consulent, voor het Departement Eerstelijns politie, Verkeersdienst, Cel Technisch Verkeer en CALog Niveau B, Directiesecretaris/-esse, voor de Algemene Directie,

Zonaal Secretariaat, een schriftelijke test gevolgd door een interview met de verschillende kandidaten door de Korpschef van de zone of een door hem daartoe aangestelde officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem daartoe aangestelde persoon en een personeelslid van het administratief en logistiek kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden ;

- voor de andere vacant verklaarde betrekkingen, een selectiegesprek tussen de verschillende kandidaten met de Korpschef van de zone of de door hem bij delegatie aangeduide officier, in aanwezigheid van de Directeur van het betrokken Departement of de door hem bij delegatie aangeduide persoon en een personeelslid van het operationeel kader of het administratief en logistiek kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, te weerhouden.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan de Heer Bijzonder rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 25 april 2025.

De Raad keurt het punt goed.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

## **6 PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE – RECRUTEMENT EXTERNE STATUTAIRE D’UN MEMBRE CALOG NIVEAU B – SECRÉTAIRE DE DIRECTION – DIRECTION GENERALE – SECRÉTARIAT ZONAL – DÉCLARATION DE VACANCE D’EMPLOI**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ;

Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police ;

Vu la note DGS/DSP/C-2011/22746 du 09-06-2011 concernant la mobilité et le recrutement du personnel de la police intégrée ;

Vu sa délibération du 22 novembre 2024 (#043/22.11.2024/A/0004#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 617 équivalents temps plein, dont 510 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant qu’en vertu de l’article IV.I.37, alinéa 1, de l’arrêté royal du 30 mars 2001, le recours au recrutement externe statutaire ne peut normalement avoir lieu qu’après une mobilité infructueuse ;

Considérant cependant qu'en vertu de la note DGS/DSP/C-2011/22746, pour des emplois dits « critiques », l'ouverture simultanée de l'emploi en mobilité et en recrutement externe est possible ;

Considérant qu'un emploi dit « critique » est un emploi ayant un profil très spécifique dont on sait déterminer que l'emploi a une chance infime d'être honoré par la seule procédure de mobilité ;

Considérant que l'emploi de CALog Niveau B, Secrétaire de direction, pour la Direction générale, Secrétariat zonal peut être considéré comme un emploi critique en raison de la spécificité de cette fonction ;

Considérant que la Secrétaire de direction a introduit une demande de pension à la date du 01 juillet 2025 ;

Considérant qu'il est impératif, compte tenu de l'importance de cette fonction au sein du Secrétariat zonal, de pouvoir procéder à un recrutement le plus rapidement possible afin de garantir, notamment, la continuité dans la gestion quotidienne du secrétariat zonal, la coordination et le suivi des réunions et des agendas ainsi que le suivi de la correspondance interne ou externe ;

Considérant les difficultés rencontrées dans le cadre du recrutement de ce type de fonction spécifique ;  
Qu'il y a très peu de chance que cet emploi soit honoré par la seule procédure de mobilité ;

Considérant qu'il est impératif de pouvoir assurer la continuité de la gestion du service après le départ à la pension de la Secrétaire de direction et donc de pouvoir procéder à un recrutement le plus rapidement possible;

Considérant que l'emploi CALog Niveau B, Secrétaire de direction, pour la Direction générale, Secrétariat zonal est simultanément ouvert au cycle de mobilité 2025-02 ; Que la procédure de recrutement externe ne sera poursuivie que si la mobilité est infructueuse ;

Suivant en cela l'avis du Chef de corps ;

Sur proposition du Collège de police ;

#### **DECIDE :**

- D'ouvrir au recrutement externe statutaire un emploi CALog Niveau B – Secrétaire de direction, pour la Direction générale, Secrétariat zonal ;
- de retenir comme modalités de sélection un test écrit suivi d'un entretien avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou un officier par lui désigné à cette fin, en présence du Secrétaire zonal ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre administratif et logistique revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives ;
- de prévoir une réserve de recrutement.

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Monsieur le Comptable spécial et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 25 avril 2025.

Le Conseil approuve le point.  
23 votants : 23 votes positifs.

**PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER –  
EXTERNE STATUTAIRE AANWERFING VAN EEN CALOG NIVEAU B –  
DIRECTIESECRETARIS/-ESSE – ALGEMENE DIRECTIE – ZONAAL SECRETARIAAT –  
VACANTVERKLARING VAN EEN BETREKKING**

De politieraad,

Gelet op de wet dd. 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, /  
gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de  
personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de  
politiediensten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 houdende de rechtspositie van het personeel van de  
politiediensten;

Gelet op de nota DGS/DSP/C-2011/22746 van 09-06-2011 betreffende de mobiliteit en de  
aanwerving van het personeel van de geïntegreerde politie;

Gelet op haar beraadslaging van 22 november 2024 (#043/22.11.2024/A/0004#) houdende de  
wijziging van het zonaal organiek kader op 617 voltijdse equivalenten, waarvan 510 leden van het  
operationeel kader en 107 van het administratief en logistiek kader;

Overwegende dat krachtens artikel IV.I.37, alinea 1, van het koninklijk besluit van 30 maart 2001 een  
externe statutaire aanwerving normaal pas mogelijk is nadat de mobiliteit zonder resultaat is  
gebleven;

Overwegende niettemin dat krachtens de nota DGS/DSP/C-2011/22746, voor de zogenaamde  
“kritieke” betrekkingen, de gelijktijdige opening van de betrekking in mobiliteit en via de externe  
statutaire aanwerving mogelijk is;

Overwegende dat een zogenaamde “kritieke” betrekking een betrekking is met een zeer specifiek  
profiel waarvan men kan vaststellen dat er slechts een geringe kans is dat de betrekking enkel via de  
mobiliteitsprocedure zal kunnen worden ingevuld;

Overwegende dat de betrekking CALog Niveau B, Directiesecretaris /-esse, voor de Algemene  
Directie, Zonaal Secretariaat, beschouwd kan worden als een kritieke betrekking wegens de  
specificiteit van deze functie;

Overwegende dat de Directiesecretaresse haar pensioen heeft aangevraagd met ingang van 01 juli  
2025;

Overwegende dat het, gelet op het belang van deze functie binnen het Zonaal Secretariaat, absoluut  
noodzakelijk is om zo snel mogelijk tot aanwerving over te gaan, teneinde de continuïteit van het  
dagelijks beheer, de coördinatie en opvolging van vergaderingen en agenda's, alsook de interne en  
externe correspondentie te waarborgen;

Overwegende de moeilijkheden die zich voordoen bij de aanwerving voor dit soort specifieke  
functies, is de kans zeer klein dat deze functie uitsluitend via de mobiliteitsprocedure kan worden  
ingevuld;

Overwegende dat het absoluut noodzakelijk is de continuïteit van het beheer van de dienst na de  
pensionering van de Directiesecretaresse te kunnen garanderen en derhalve zo snel mogelijk tot  
aanwerving over te gaan;

Overwegende dat de betrekking CALog Niveau B, Directiesecretaris /-esse, voor de Algemene

Directie, Zonaal Secretariaat gelijktijdig in het kader van de mobiliteitscyclus 2025-02 opengesteld is; Dat de externe aanwervingsprocedure alleen voortgezet zal worden als de mobiliteit zonder resultaat is gebleven;

Volgend hierin het advies van de Korpschef;

Op voorstel van het Politiecollege;

**BESLIST :**

- Een betrekking CALog Niveau B – Directiesecretaris /-esse, voor de Algemene Directie, Zonaal Secretariaat, voor de externe statutaire aanwerving open te stellen;
- Om een schriftelijke test gevolgd door een onderhoud met de verschillende kandidaten door de Korpschef van de zone of een door hem daartoe aangestelde officier, in aanwezigheid van de Zonesecretaris of de door hem daartoe aangestelde persoon en een personeelslid van het administratief en logistiek kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, als selectiemodus voor de vacant verklaarde betrekking te weerhouden;
- Een aanwervingreserve te voorzien.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichthoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan de Heer Bijzonder rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 25 april 2025.

De Raad keurt het punt goed.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

7 **PERSONNEL DU CORPS DE POLICE – CADRE ADMINISTRATIF ET LOGISTIQUE – RECRUTEMENT TEMPORAIRE CONTRACTUEL D’UN MEMBRE CALOG NIVEAU B – CONSULTANT – CONTRAT A DURÉE DETERMINEE – EMPLOI HORS CADRE – DÉPARTEMENT GESTION DES MOYENS – SERVICE RESSOURCES MATÉRIELLES – CELLULE MARCHES PUBLICS – DÉCLARATION DE VACANCE D’EMPLOI**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Vu la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police ;

Vu la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ;

Vu l’arrêté royal du 30 mars 2001 portant la position juridique du personnel des services de police (PJPoI);

Vu la circulaire ministérielle GPI 15bis du 25 juin 2002 concernant l’étape du cycle de mobilité

succédant à la publication des emplois vacants et l'introduction des candidatures, portant des éclaircissements quant à l'application de la réglementation sur la position juridique en matière d'engagement externe de personnel CALog dans la police intégrée, structurée à deux niveaux, et en matière de glissements internes ;

Vu la note DGS/DSP/C-2011/22746 du 09 juin 2011 relative à la Mobilité et au recrutement du personnel de la police intégrée – Procédures et conséquences statutaires ;

Vu sa délibération du 22 novembre 2024 (#043/22.11.2024/A/0004#) portant la fixation du cadre organique du corps de la police locale à 617 équivalents temps plein, dont 510 membres du cadre opérationnel et 107 membres du cadre administratif et logistique ;

Considérant que la circulaire ministérielle GPI 15bis du 25 juin 2002 dispose que la procédure de mobilité n'est pas applicable aux contrats de remplacement et aux emplois se trouvant en dehors de la répartition du personnel d'un service de police (hors cadre) et que chaque corps de police peut, pour ces emplois, procéder à des engagements de manière autonome ;

Considérant que la Cellule Marchés publics compte deux membres du personnel ;

Considérant qu'un membre de la cellule a sollicité une absence de longue durée pour raisons personnelles à partir du 01 juillet 2025 ; Qu'il ne restera dès lors plus qu'un collaborateur au sein de cette cellule ;

Considérant qu'il n'est pas envisageable de laisser la situation telle quelle compte tenu de la nécessité de garantir la continuité des procédures de marchés publics au sein de la zone de police;

Considérant qu'il est indispensable de pallier cette absence ;

Considérant qu'il est opportun de déclarer vacant un emploi CALog Niveau B, Consultant, hors cadre, pour la Cellule Marchés publics et ce, dans le cadre d'un contrat à durée déterminée d'un an renouvelable;

Suivant en cela l'avis du Chef de Corps;

Sur proposition du Collège de police ;

## **DECIDE :**

- D'ouvrir au recrutement externe contractuel un emploi CALog Niveau B, Consultant, pour le Département Gestion des Moyens, Service Ressources Matérielles, Cellule Marchés publics, dans le cadre d'un contrat d'emploi à durée déterminée d'un an renouvelable ;
- de retenir comme modalités de sélection un test écrit suivi d'un entretien avec les différents candidats par le Chef de Corps de la zone ou une personne par lui désignée à cette fin, en présence du Directeur du Département Gestion des Moyens ou de la personne par lui désignée et d'un membre du personnel du cadre administratif et logistique revêtu au minimum du grade correspondant à l'emploi à attribuer, avec invitation des représentants des organisations syndicales représentatives.

Copie de la présente délibération sera transmise aux autorités de tutelle concernées, à Monsieur le Chef de Corps, à Monsieur le Comptable spécial et au service Ressources Humaines.

Ainsi fait à Woluwe-Saint-Lambert, en la séance publique du Conseil de police du 25 avril 2025.

Le Conseil approuve le point.  
23 votants : 23 votes positifs.

**PERSONEEL VAN HET POLITIEKORPS – ADMINISTRATIEF EN LOGISTIEK KADER – TIJDELIJKE CONTRACTUELE AANWERVING VAN EEN CALOG NIVEAU B – CONSULENT – OVEREENKOMST VOOR BEPAALDE TIJD - BETREKKING BUITEN KADER – DEPARTEMENT MIDDELENBEHEER – DIENST MATERIËLE MIDDELEN – CEL OVERHEIDSOPDRACHTEN – VACANTVERKLARING VAN EEN BETREKKING**

De politieraad,

Gelet op de wet van 07 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus ;

Gelet op de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten ;

Gelet op de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten ;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 maart 2001 houdende de rechtspositie van het personeel van de politiediensten;

Gelet op de Omzendbrief GPI 15bis van 25 juni 2002 betreffende de mobiliteitscyclus, inzonderheid de etappe volgend op de vacantverklaring van de ambten en de kandidaatstelling, houdende verduidelijkingen inzake de toepassing van de rechtspositieregeling betreffende de externe werving van CALog-personeel in de geïntegreerde politie, gestructureerd op twee niveaus, en betreffende bepaalde interne verschuivingen;

Gelet op de nota DGS/DSP/C-2011/22746 van 09 juni 2011 betreffende de Mobiliteit en de aanwerving van het personeel van de geïntegreerde politie – Procedures en statutaire gevolgen;

Gelet op haar beraadslaging van 22 november 2024 (#043/22.11.2024/A/0004#) houdende de wijziging van het zonaal organiek kader op 617 voltijdse equivalenten, waarvan 510 leden van het operationeel kader en 107 van het administratief en logistiek kader;

Overwegende dat de ministeriële omzendbrief GPI 15bis van 25 juni 2002 bepaalt dat de mobiliteitsprocedure niet van toepassing is bij vervangingscontracten noch bij betrekkingen die zich buiten de indeling van het personeel van een politiedienst bevinden (buiten kader), en dat elk politiekorps, voor deze betrekkingen, mag overgaan tot aanwervingen op een autonome manier;

Overwegende dat de Cel Overheidsopdrachten twee personeelsleden telt;

Overwegende dat een lid van de cel met ingang van 1 juli 2025 om persoonlijke redenen langdurig verlof heeft aangevraagd; dat er derhalve nog slechts één personeelslid in deze cel zal overblijven;

Overwegende dat het niet denkbaar is om de situatie te laten zoals ze is, gezien de noodzaak om de continuïteit van de procedures voor overheidsopdrachten binnen de politiezone te garanderen;

Overwegende dat deze afwezigheid absoluut moet worden gecompenseerd;

Overwegende dat het gepast is een ambt van CALOG niveau B, Consulent, buiten kader, voor de Cel Overheidsopdrachten vacant te verklaren in het kader van een overeenkomst voor bepaalde tijd van

één jaar, met mogelijkheid tot verlenging;

Hierin het advies van de Korpschef volgend;

Op voorstel van het Politiecollege;

### **BESLIST :**

- een betrekking CALog Niveau B, Consulent, voor het Departement Middelenbeheer, Dienst Materiële Middelen, Cel Overheidsopdrachten open te stellen in het kader van een overeenkomst voor bepaalde tijd van een jaar, met mogelijkheid tot verlenging;
- Om een schriftelijke test gevolgd door een onderhoud met de verschillende kandidaten door de Korpschef van de zone of een door hem daartoe aangestelde persoon, in aanwezigheid van de Directeur van het Departement Middelenbeheer of de door hem daartoe aangestelde persoon en een personeelslid van het administratief en logistiek kader dat ten minste bekleed is met de graad die overeenstemt met de te begeven betrekking, met uitnodiging van de afgevaardigden van de representatieve vakbondsorganisaties, als selectiemodus voor de vacant verklaarde betrekking te weerhouden.

Afschrift van onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de betrokken toezichhoudende overheden, aan de Heer Korpschef, aan de Heer Bijzonder rekenplichtige en aan de Dienst Human Resources.

Aldus opgemaakt te Sint-Lambrechts-Woluwe tijdens de openbare vergadering van de politieraad van 25 april 2025.

De Raad keurt het punt goed.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

## **Cellule Marchés Publics - Cel Overheidsopdrachten**

### **8 ACQUISITION D'APPAREILS ÉLECTRONIQUES PORTATIFS DE TEST ET D'ANALYSE D'HALEINE – PROGRAMME 2025 – RECOURS AU BUREAU FEDERAL DES ACHATS**

Le Conseil de police,

Attendu qu'un crédit de € 839.000,00 est inscrit à l'article 3300/744-51-534 du Budget Extraordinaire de l'année 2025 (Achat de machines et matériel d'exploitation en général) ;

Attendu qu'un crédit de € 140.000,00 est inscrit à l'article 3300/124-06/534 du Budget Ordinaire de l'année 2025 (Prestations techniques de tiers avec/sans contrat) ;

Attendu que les Fournitures nécessaires s'établissent comme suit :

FOURNITURES	Nombre	PU HTVA	PRIX TOTAL TVAC
<b>Matériel</b>			
Kit complet : Appareil test/analyse d'haleine A8610 BE, vérification inclus (coffre, appareil de mesure A 7510 avec GPS, imprimante, clavier, lecteur de carte ID, chargeur 220Vac et 12Vdc, manuel d'utilisation, Carnet Métrologique, certificat de vérification)	9	€ 3.946,71	€ 42.979,67
Embouts - emballés par 1000 pièces (€ 0,35/pièce) - € 350 pour 1000 pièces	10000	€ 0,35	€ 4.235,00
Papier imprimante (rouleaux) pour l'impression des protocoles des appareils du poste 1 et 2 - Emballés par 5 rouleaux (prix = 2,22 €/rouleau)	10	€ 2,22	€ 26,86
<b>Maintenance sur 5 ans</b>			
Contrat d'entretien et de réparation Full-omnium pour 1 kit complet comme prévu dans le poste 1 (prix unitaire = prix par kit complet par an) --> (9 kits x 5 ans)	45	€ 302,14	€ 16.451,52
Vérification annuelle --> (9 vérifications x 5 ans)	45	€ 173,00	€ 9.419,85
<b>TOTAL TVAC</b>		<b>€ 73.112,91</b>	

Attendu que ces Fournitures seront acquises par le biais des marchés publics fédéraux DGR/DRF/Procurement 2023 R3 106

Attendu que la dépense s'élèvera à € 73.112,91 toutes taxes et options comprises et qu'elle sera imputée à l'article 3300/124-06/534 du budget ordinaire 2025 et des exercices suivants, ainsi qu'à l'article 3300/744-51-534 du budget extraordinaire 2025 ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux .

#### **DECIDE**

D'approuver le programme d'acquisition de fournitures ci-dessus ;

Le Conseil approuve le point.  
23 votants : 23 votes positifs.

#### **AANKOOP VAN DRAAGBARE ELEKTRONISCHE ADEMANALYSETOESTELLEN EN ADEMTESTTOESTELLEN - PROGRAMMA 2025 - BEROEP OP FEDERALE AANKOOPDIENST**

De Politieraad,

Aangezien dat een krediet van € 839.000,00 op artikel 3300/744-51-534 van de Buitengewone Dienst 2025 ingeschreven is (Aankoop machines en uitbatingmaterieel in het algemeen) ;

Aangezien dat een krediet van € 140.000,00 op artikel 3300/124-06/534 van de Gewone Dienst 2025 ingeschreven is (Technische prestaties door derden met/zonder contract) ;

Aangezien dat de nodige Leveringen zijn vastgesteld als volgt:

LEVERINGEN	Hoeveelheid	EHP	Totaalprijs BTW inbegrepen
<b>Materiaal</b>			
Compleet pakket: Ademtest-/analyseapparaat A8610 BE, inclusief verificatie (koffer, meetapparaat A 7510 met GPS, printer, toetsenbord, ID-kaartlezer, oplader 220Vac en 12Vdc, gebruikershandleiding, Metrologisch Boekje, verificatiecertificaat).	9	€ 3.946,71	€ 42.979,67
Mondstukken - verpakt per 1000 stuks (€ 0,35/stuk) - € 350 voor 1000 stuks.	10000	€ 0,35	€ 4.235,00
Printerpapier (rollen) voor het afdrukken van de protocollen van de apparaten van post 1 en 2 - Verpakt per 5 rollen (prijs = € 2,22/rol).	10	€ 2,22	€ 26,86
<b>Onderhoud over 5 jaar.</b>			
Onderhouds- en reparatiecontract Full-omnium voor 1 compleet kit zoals voorzien in post 1 (eenheidsprijs = prijs per compleet kit per jaar) -> (9 kits x 5 jaar).	45	€ 302,14	€ 16.451,52
Jaarlijkse verificatie --> (9 verificaties x 5 jaar).	45	€ 173,00	€ 9.419,85

<b>TOTAAL</b>	<b>€ 73.112,91</b>
---------------	--------------------

Aangezien dat de Leveringen gekocht zullen worden via de Federale Politie DGR/DRF/Procurement 2023 R3 106

Aangezien het feit dat de uitgave € 73.112,91 bedraagt, inclusief alle belastingen en opties, en dat deze zal worden toegerekend aan artikel 3300/124-06/534 van de gewone begroting 2025 en de volgende begrotingsjaren, alsmede aan artikel 3300/744-51-534 van de buitengewone begroting 2025;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus .

**BESLIST :**

Hiervoor vermeld programma van deze aankopen GOED TE KEUREN

De Raad keurt het punt goed.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

9 **MARCHÉ STOCK - FOURNITURES DE PLOMBERIE, D'ÉLECTRICITÉ, DE QUINCAILLERIE ET DE PETIT OUTILLAGE (CONSOMMABLES) POUR UNE DURÉE**

## DE 48 MOIS - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) et l'article 43 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 25.000,00 est inscrit à l'article 3300/125-02/534 du budget ordinaire 2025 (Bâtiments: fournitures pour consommation directe);

Considérant le cahier des charges N° 2025-2893 relatif au marché "Marché stock - Fournitures de plomberie, d'électricité, de quincaillerie et de petit outillage (consommables) pour une durée de 48 mois" établi par l'auteur de projet ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :\* Lot 1 (Assortiment de pièces, accessoires et raccords de plomberie), estimé à € 16.528,93 hors TVA, ou € 20.000,01 TVA comprise ;\* Lot 2 (Assortiment de câbles, attaches, tubes et différentes pièces électriques), estimé à € 16.528,93 hors TVA, ou € 20.000,01 TVA comprise ;\* Lot 3 (Assortiment de pièces et accessoires de quincaillerie), estimé à € 4.958,68 hors TVA, ou € 6.000,00 TVA comprise ;\* Lot 4 (Assortiment de petit outillage - consommables), estimé à € 8.264,46 hors TVA, ou € 10.000,00 TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 46.281,00 hors TVA, ou € 56.000,02 TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'au moment de la rédaction des conditions du présent marché, l'administration n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités de fournitures dont elle aura besoin ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, article 3300/125-02/534, et au budget des exercices suivants ;

### DECIDE

**Article 1er:** D'approuver le cahier des charges N° 2025-2893 et le montant estimé du marché "Marché stock - Fournitures de plomberie, d'électricité, de quincaillerie et de petit outillage (consommables) pour une durée de 48 mois". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 46.281,00 hors TVA, ou € 56.000,02 TVA comprise.

**Article 2:** De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

**Article 3:** De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, article 3300/125-02/534, et au budget des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

23 votants : 23 votes positifs.

## STOCKOPDRACHT - LEVERING VAN SANITAIR, ELEKTRICITEIT, IJZERWAREN EN KLEIN GEREEDSCHAP (VERBRUIKSMATERIALEN) VOOR EEN DUUR VAN 48 MAANDEN - GOEDKEURING LASTVOORWAARDEN EN GUNNINGSWIJZE

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup> a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 143.000,00 niet) en artikel 43;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1<sup>o</sup>;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 25.000,00 op artikel 3300/125-02/534 van de gewone dienst 2025; ingeschreven is (Gebouwen: benodigdheden voor onmiddellijk gebruik);

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Stockopdracht - Levering van sanitair, elektriciteit, ijzerwaren en klein gereedschap (verbruiksmaterialen) voor een duur van 48 maanden” een bestek met nr. 2025-2893 werd opgesteld door de ontwerper;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:\* Perceel 1 (Assortiment sanitaire onderdelen, accessoires en hulpstukken), raming: € 16.528,93 excl. btw, hetzij € 20.000,01 incl. btw;\* Perceel 2 (Assortiment kabels, bevestigingsmiddelen, buizen en diverse elektrische onderdelen), raming: € 16.528,93 excl. btw, hetzij € 20.000,01 incl. btw;\* Perceel 3 (Assortiment ijzerwarenonderdelen en accessoires), raming: € 4.958,68 excl. btw, hetzij € 6.000,00 incl. btw;\* Perceel 4 (Assortiment van klein gereedschap - verbruiksartikelen), raming: € 8.264,46 excl. btw, hetzij € 10.000,00 incl. btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 46.281,00 excl. btw, hetzij € 56.000,02 incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat het bestuur bij het opstellen van de lastvoorwaarden voor deze opdracht niet beschikte over de exact benodigde hoeveelheden;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2025, op artikel 3300/125-02/534 van de gewone dienst, en in het budget van de volgende jaren;

## **BESLIST :**

**Artikel 1:** Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2025-2893 en de raming voor de opdracht “Stockopdracht - Levering van sanitair, elektriciteit, ijzerwaren en klein gereedschap (verbruiksmaterialen) voor een duur van 48 maanden”, opgesteld. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 46.281,00 excl. btw, hetzij € 56.000,02 incl. btw.

**Artikel 2:** Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

**Artikel 3:** De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2025, op artikel 3300/125-02/534 van de gewone dienst, en in het budget van de volgende jaren.

De Raad keurt het punt goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

10 **MAINTENANCE ET DÉPANNAGE DES ASCENSEURS DES MAISONS DE POLICE DE LA ZONE DE POLICE MONTGOMERY POUR UNE DURÉE DE 48 MOIS - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 530.000,00 est inscrit à l'article 3300/125-06/534 du budget ordinaire 2025 (Bâtiments: Prestation de tiers avec/sans contrat);

Considérant le cahier des charges N° 2025-2892 relatif au marché "Maintenance et dépannage des ascenseurs des maisons de police de la zone de police Montgomery pour une durée de 48 mois" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 35.000,00 hors TVA, ou € 42.350,00 TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, article 3300/125-06/534, et des exercices suivants ;

**DECIDE**

**Article 1er:** D'approuver le cahier des charges N° 2025-2892 et le montant estimé du marché "Maintenance et dépannage des ascenseurs des maisons de police de la zone de police Montgomery pour une durée de 48 mois". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 35.000,00 hors TVA, ou € 42.350,00 TVA comprise.

**Article 2:** De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

**Article 3:** De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, article 3300/125-06/534 , et des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

23 votants : 23 votes positifs.

**ONDERHOUD EN VERHELPEN VAN STORINGEN AAN LIFTEN IN DE POLITIEHUIZEN VAN DE POLITIEZONE MONTGOMERY GEDURENDE EEN PERIODE VAN 48 MAANDEN - GOEDKEURING LASTVOORWAARDEN EN GUNNINGSWIJZE**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake

overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup> a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 143.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1<sup>o</sup>;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 530.000,00 op artikel 3300/125-06/534 van de gewone dienst 2025; ingeschreven is (Bâtiments: Prestation de tiers avec/sans contrat);

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Onderhoud en verhelpen van storingen aan liften in de politiehuizen van de politiezone Montgomery gedurende een periode van 48 maanden” een bestek met nr. 2025-2892 werd opgesteld;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 35.000,00 excl. btw, hetzij € 42.350,00 incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2025, op artikel 3300/125-06/534 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren;

## **BESLIST :**

**Artikel 1:** Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2025-2892 en de raming voor de opdracht “Onderhoud en verhelpen van storingen aan liften in de politiehuizen van de politiezone Montgomery gedurende een periode van 48 maanden”, opgesteld. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 35.000,00 excl. btw, hetzij € 42.350,00 incl. btw.

**Artikel 2:** Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

**Artikel 3:** De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2025, op artikel 3300/125-06/534 van de gewone dienst en in het budget van de volgende jaren.

De Raad keurt het punt goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

## **11 ACQUISITION DE 5 LICENCES 3P POUR UNE DURÉE DE 48 MOIS - APPROBATION DE L'ATTRIBUTION ET DES CONDITIONS.**

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications

ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup> a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1<sup>o</sup> ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 1.004.550,00 est inscrit à l'article 3300/123-13/534 du budget ordinaire 2025 (Frais gestion-fonctionnement de l'informatique);

Considérant que la Direction Gestion des Moyens a sollicité la réalisation d'un marché «Acquisition de 5 Licences 3P pour une durée de 48 mois » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à € 26.965,29 hors TVA, ou € 32.628,00 TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que la Zone de Police Montgomery dispose déjà de 5 licences 3P ;

Considérant que ces licences permettent l'accès à une banque de données considérable ;

Considérant que 3P permet un archivage performant et digital de tous les marchés effectués par la zone;

Considérant que 3P propose un programme constamment mis à jour et des templates sur mesure ;

Considérant qu'en examinant le marché nous n'avons pas pu identifier un autre ensemble de produits et de services qui puisse également correspondre à nos besoins en Marchés Publics ;

Considérant que 3P, Verviersstraat 1 à 2000 Antwerpen est la seule firme à avoir été invitée à remettre offre car elle est la seule firme en Belgique à offrir cet ensemble de services ;

Considérant que 1 offre est parvenue de 3P, Verviersstraat 1 à 2000 Antwerpen (€ 26.965,28 hors TVA, ou € 32.627,99 TVA comprise) ;

Considérant que la Direction Gestion des Moyens propose, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché à l'entreprise avec la seule offre (sur base du meilleur rapport qualité-prix), à savoir 3P, Verviersstraat 1 à 2000 Antwerpen pour le montant d'offre contrôlé de € 26.965,28 hors TVA, ou € 32.627,99 TVA comprise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, article 3300/123-13/534 et au budget des exercices suivants ;

## DECIDE

**Article 1er:** D'approuver le principe et le montant estimé du marché "Acquisition de 5 Licences 3P pour une durée de 48 mois". Le montant estimé s'élève à € 26.965,29 hors TVA, ou € 32.628,00 TVA comprise.

**Article 2:** De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

**Article 3:** De sélectionner le soumissionnaire 3P qui répond aux critères de sélection qualitative.

**Article 4:** De considérer l'offre de 3P comme complète et régulière.

**Article 5:** D'approuver la proposition d'attribution.

**Article 6:** D'attribuer ce marché à l'entreprise avec la seule offre (sur base du meilleur rapport qualité-prix), à savoir 3P, Verviersstraat 1 à 2000 Antwerpen pour le montant d'offre contrôlé de € 26.965,28 hors TVA, ou € 32.627,99 TVA comprise.

**Article 7:** D'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, article 3300/123-13/534 et des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.

23 votants : 23 votes positifs.

### **AANKOOP VAN 5 3P-LICENTIES VOOR EEN PERIODE VAN 48 MAANDEN - GOEDKEURING GUNNING EN LASTVOORWAARDEN**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1<sup>o</sup> a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 143.000,00 niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1<sup>o</sup>;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 1.004.550,00 op artikel 3300/123-13/534 van de gewone dienst 2025; ingeschreven is (Beheers- en werkingskosten van de informatica);

Overwegende dat de Directie Middelenbeheer om de uitvoering van een overheidsopdracht heeft verzocht voor "Aankoop van 5 3P-licenties voor een periode van 48 maanden";

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 26.965,29 excl. btw, hetzij € 32.628,00 incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de politiezone Montgomery al beschikt over 5 3P-licenties;

Overwegende dat deze licenties toegang bieden tot een aanzienlijke databank;

Overwegende dat 3P een efficiënte en digitale archivering van alle door de zone uitgevoerde markten mogelijk maakt;

Overwegende dat 3P een voortdurend bijgewerkt programma en op maat gemaakte sjablonen aanbiedt;

Overwegende dat we bij het onderzoeken van de markt geen andere reeks producten en diensten hebben kunnen identificeren die ook aan onze Overheidsopdrachten voldoet;

Overwegende dat 3P, Verviersstraat 1 te 2000 Antwerpen, het enige bedrijf is dat werd uitgenodigd om een offerte in te dienen omdat het het enige bedrijf in België is dat deze reeks diensten aanbiedt

Overwegende dat 1 offerte ontvangen werd van 3P, Verviersstraat 1 te 2000 Antwerpen (€ 26.965,28 excl. btw, hetzij € 32.627,99 incl. btw);

Overwegende dat de Directie Middelenbeheer voorstelt om, rekening houdende met het voorgaande, deze opdracht te gunnen aan de firma met de enige offerte (op basis van de beste prijs-kwaliteitsverhouding), zijnde 3P, Verviersstraat 1 te 2000 Antwerpen tegen het nagerekende offertebedrag van € 26.965,28 excl. btw, hetzij € 32.627,99 incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in de begroting van 2025, op artikel 3300/123-13/534 van de gewone dienst en in de begroting van de volgende jaren ;

## BESLIST :

**Artikel 1:** Goedkeuring wordt verleend aan het beginsel en de raming voor de opdracht “Aankoop van 5 3P-licenties voor een periode van 48 maanden”. De raming bedraagt € 26.965,29 excl. btw, hetzij € 32.628,00 incl. btw.

**Artikel 2:** Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

**Artikel 3:** De inschrijver 3P voldoet aan de criteria van de kwalitatieve selectie en wordt geselecteerd.

**Artikel 4:** De offerte van 3P wordt als volledig en regelmatig beschouwd.

**Artikel 5:** Goedkeuring wordt verleend aan het gunningsvoorstel.

**Artikel 6:** Deze opdracht wordt gegund aan de firma met de enige offerte (op basis van de beste prijs-kwaliteitsverhouding), zijnde 3P, Verviersstraat 1 te 2000 Antwerpen tegen het nagerekende offertebedrag van € 26.965,28 excl. btw, hetzij € 32.627,99 incl. btw.

**Artikel 7:** De betaling zal gebeuren overeenkomstig de bepalingen voorzien in de offerte en met het krediet ingeschreven in de begroting van 2025, op artikel 3300/123-13/534 van de gewone dienst en in de begroting van de volgende jaren.

De Raad keurt het punt goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

## 12 DÉSIGNATION D'UNE SOCIÉTÉ DE TRADUCTION - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION.

Le Conseil de police,

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42, § 1, 1<sup>o</sup> a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 143.000,00) et l'article 57 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1<sup>o</sup> ;

Vu les articles 33 et 34 de la loi du 07 décembre 1998 organisant un service de police intégré structuré à deux niveaux ;

Attendu qu'un crédit de € 60.000,00 est inscrit à l'article 3300/122-04/534 du budget ordinaire 2025 (Droits d'auteurs, honoraires professeurs, orateurs,...);

Considérant le cahier des charges N° 2025-2880 relatif au marché “Désignation d'une société de traduction” ;

Considérant que ce marché est divisé en :\* Marché de base (Désignation d'une société de traduction), estimé à € 30.000,00 hors TVA, ou € 36.300,00 TVA comprise ;\* Reconduction 1 (Désignation d'une société de traduction), estimé à € 30.000,00 hors TVA, ou € 36.300,00 TVA comprise ;\* Reconduction 2 (Désignation d'une société de traduction), estimé à € 30.000,00 hors TVA, ou € 36.300,00 TVA comprise ;\* Reconduction 3 (Désignation d'une société de traduction), estimé à € 30.000,00 hors TVA, ou € 36.300,00 TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à € 120.000,00 hors TVA, ou € 145.200,00 TVA comprise ;

Considérant que le marché de base sera conclu pour une durée de 12 mois ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, article 3300/122-04/534 et au budget des exercices suivants ;

## DECIDE

**Article 1er:** D'approuver le cahier des charges N° 2025-2880 et le montant estimé du marché “Désignation d'une société de traduction”. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à € 120.000,00 hors TVA, ou € 145.200,00 TVA comprise.

**Article 2:** De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

**Article 3:** De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, article 3300/122-04/534 et au budget des exercices suivants.

Le Conseil approuve le point.  
23 votants : 23 votes positifs.

### **AANWIJZING VAN EEN VERTAALONDERNEMEING - GOEDKEURING LASTVOORWAARDEN EN GUNNINGSWIJZE**

De Politieraad,

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 en latere wijzigingen inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, § 1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van € 143.000,00 niet) en artikel 57;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op artikels 33 en 34 van de wet dd 7 december 1998 betreffende de organisatie van een geïntegreerde politiedienst gestructureerd op twee niveaus;

Aangezien dat een krediet van € 60.000,00 op artikel 3300/122-04/534 van de gewone dienst 2025; ingeschreven is (Auteursrechten, erelonen en lesgevers, redenaars,...);

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Aanwijzing van een vertaalonderneming” een bestek met nr. 2025-2880 werd opgesteld;

Overwegende dat deze opdracht als volgt is opgedeeld:\* Basisopdracht (Aanwijzing van een vertaalonderneming), raming: € 30.000,00 excl. btw, hetzij € 36.300,00 incl. btw;\* Verlenging 1 (Aanwijzing van een vertaalonderneming), raming: € 30.000,00 excl. btw, hetzij € 36.300,00 incl. btw;\* Verlenging 2 (Aanwijzing van een vertaalonderneming), raming: € 30.000,00 excl. btw, hetzij € 36.300,00 incl. btw;\* Verlenging 3 (Aanwijzing van een vertaalonderneming), raming: € 30.000,00 excl. btw, hetzij € 36.300,00 incl. btw;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op € 120.000,00 excl. btw, hetzij € 145.200,00 incl. btw;

Overwegende dat de basisopdracht zal worden afgesloten voor een duur van 12 maanden;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2025, op artikel 3300/122-04/534 van de gewone dienst en in de begroting van de volgende jaren;



## **BESLIST :**

**Artikel 1:** Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2025-2880 en de raming voor de opdracht “Aanwijzing van een vertaalonderneming”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt € 120.000,00 excl. btw, hetzij € 145.200,00 incl. btw.

**Artikel 2:** Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking.

**Artikel 3:** De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2025, op artikel 3300/122-04/534 van de gewone dienst en in de begroting van de volgende jaren.

De Raad keurt het punt goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

## **Service Ressources Matérielles - Dienst Materiël Middelen**

### **13 MISE EN VENTE DE 4 VEHICULES DE POLICE DECLASSES**

Le Conseil de police,

Considérant que la Cellule Charroi a déclassé 3 véhicules de marque :

- Mercedes Sprinter année 2008 (WDB9066551S307082 – 12 000 km 488 AEL)
- Ford Transit année 2006 (WFOHXXTTFH5M59030 - 5000 km VFL 398)
- Peugeot 107 année 2006 (VF3PNCFAC88076390 -40 000 km VNW 431)
- Toyota Avensis année 2015 (SB1BE76L80E031685 – 155 000km 1 LED 875)

Considérant que la remise en état dépasse la valeur vénale des véhicules ;

Considérant que tous les accessoires « police » ainsi que certaines pièces pouvant servir à d'autres véhicules en fonction ont été démontés et entreposés ;

Considérant l'avis favorable de Monsieur le 1er Commissaire Divisionnaire Michaël JONNIAUX, Chef de Corps ;



## **DECIDE :**

D'autoriser la vente de ces 4 véhicules au plus offrant et sans frais :

- Mercedes Sprinter année 2008 (WDB9066551S307082 – 12 000 km 488 AEL)
- Ford Transit année 2006 (WFOHXXTTFH5M59030 - 5000 km VFL 398)
- Peugeot 107 année 2006 (VF3PNCFAC88076390 -40 000 km VNW 431)
- Toyota Avensis année 2015 (SB1BE76L80E031685 – 155 000km 1 LED 875)

Le Chef de Corps précise, pour les nouveaux conseillers de police, que lorsque des véhicules sont déclassés, la zone de police propose ces véhicules à la revente, en enlevant tout ce qui est « police » : stripping, feu bleu, bitonal. Les membres du personnel de notre zone ont également la possibilité de faire offre pour le rachat de ces véhicules, étant entendu que la vente se fait au plus offrant. Certains véhicules ont un kilométrage assez faible puisqu'il s'agit de véhicules utilisés dans le cadre d'opérations de maintien de l'ordre pour lesquelles les déplacements sont généralement sur de courtes distances.

Monsieur WAUTERS demande comment se fait l'anonymisation de ces véhicules de service.

Le Chef de Corps répond que, contrairement au stripping qui se fait en externe, le déstripping est réalisé par la zone. Il y aura cependant une exception pour le nouveau stripping jaune et bleu de la police belge, pour lequel le déstripping se fera en externe.

M. DESMERT remarque que la zone vend des véhicules d'un certain âge au personnel ou aux personnes qui remplissent les conditions requises, et se demande s'ils peuvent continuer à conduire ce véhicule pendant un certain temps compte tenu de la réglementation LEZ.

Le chef de corps répond que les services de police (comme les pompiers) bénéficient d'une exception à cette réglementation et peuvent continuer à circuler dans Bruxelles avec des véhicules à essence. Cependant, sur la centaine de véhicules, seuls quelques-uns ne répondent pas aux normes. Dans notre zone de police, le Conseil de police et le Collège police ont choisi de faire le moins possible usage de cette exception. Le personnel résidant en Flandre ou en Wallonie peut également utiliser le véhicule dans ces régions. Et s'il s'agit d'un usage privé, le véhicule peut également être vendu à l'étranger

Le Conseil approuve le point.

23 votants : 23 votes positifs.

## **VERKOOP VAN 4 GEDECLASSEERDE POLITIEVOERTUIGEN**

De Politieraad,

Overwegende dat de Cel Wagenpark 3 voertuigen heeft gedeclasseerd :

- Mercedes Sprinter Jaar 2008 (WDB9066551S307082 – 12 000 km 488 AEL)

- Ford Transit Jaar 2006 (WFOHXXTTFH5M59030 - 5000 km VFL 398)
- Peugeot 107 Jaar 2006 (VF3PNCFAC88076390 -40 000 km VNW 431)
- Toyota Avensis Jaar 2015 (SB1BE76L80E031685 – 155 000km 1 LED 875)

Overwegende dat hun herstellingen zijn handelswaarde overschrijden;

Overwegende dat alle “politie” auto accessoires en sommige stukken die op andere voertuigen in functie kunnen worden gebruikt, werden gedemonteerd en opgeslagen;

Overwegende het gunstige advies van Mijnheer de 1er Hoofdcommissaris Michaël JONNIAUX, Korpschef;

## **BESLIST :**

Om de verkoop van voertuigen aan de hoogstbiedende en zonder kosten toe te laten:

- Mercedes Sprinter Jaar 2008 (WDB9066551S307082 – 12 000 km 488 AEL)
- Ford Transit Jaar 2006 (WFOHXXTTFH5M59030 - 5000 km VFL 398)
- Peugeot 107 Jaar 2006 (VF3PNCFAC88076390 -40 000 km VNW 431)
- Toyota Avensis Jaar 2015 (SB1BE76L80E031685 – 155 000km 1 LED 875)

De Korpschef legt voor de nieuwe politieraadsleden uit dat wanneer voertuigen gedeclasseerd worden, de politiezone deze voertuigen te koop aanbiedt, waarbij alles wat “politie” is, wordt verwijderd: striping, blauwe lichten, geluidstoestel. Personeelsleden in onze zone hebben ook de mogelijkheid om op deze voertuigen te bieden, waarbij de verkoop naar de hoogste bieder gaat. Sommige voertuigen hebben een relatief lage kilometerstand, omdat ze worden gebruikt bij ordehandavingsoperaties waarbij de verplaatsingen meestal over korte afstanden zijn.

Mijnheer Wauters vraagt hoe deze dienstvoertuigen worden geanonimiseerd.

De Korpschef antwoordt dat in tegenstelling tot het aanbrengen van de striping die extern gebeurt, het verwijderen ervan door de zone wordt uitgevoerd. Er zal echter een uitzondering worden gemaakt voor de nieuwe gele en blauwe striping van de Belgische politie, waarvoor de verwijdering van de striping extern zal worden uitgevoerd.

Mijnheer DESMERT merkt op dat de zone voertuigen van een bepaalde leeftijd verkoopt aan personeelsleden of personen die daarvoor in aanmerking komen en vraagt zich af of deze nog een tijdje kunnen rijden gezien de LEZ-regelgeving.

De Korpschef antwoordt dat de politiediensten (net als de brandweer) over een uitzondering beschikken op deze regelgeving en met benzinevoertuigen mogen blijven rondrijden in Brussel. Van de 100-tal voertuigen zijn er echter maar een paar die niet aan de normen beantwoorden. In onze politiezone heeft de Politieraad en het Politiecollege er immers voor gekozen om zo weinig mogelijk beroep te doen op deze uitzondering. De personeelsleden die in Vlaanderen of Wallonië wonen kunnen ook in deze gewesten het voertuig gebruiken. En als het voor privégebruik is, kan het voertuig ook in het buitenland verkocht worden.

De Raad keurt het punt goed.

23 stemmers : 23 positieve stemmen.

## Cellule Marchés Publics - Cel Overheidsopdrachten

### 14 Adhésion au marché-cadre ASTRID GPI

#### **Le Conseil de police:**

Considérant que les services de secours en Belgique communiquent via le réseau national Tetra mis à disposition par la SA ASTRID;

Considérant qu'un accord-cadre existe depuis 2001 entre l'Etat belge et la SA ASTRID pour la mise à disposition de ce réseau de communication;

Considérant que cet accord-cadre est renouvelé tous les quatre ans;

Considérant qu'en juin 2023, la ministre de l'Intérieur a signé le renouvellement de cet accord-cadre;

Considérant que la zone de police 5343 Montgomery souhaite pouvoir continuer à bénéficier de ce contrat-cadre et de la disponibilité du réseau de communication d'ASTRID,

#### **DECIDE:**

D'approuver l'adhésion au dernier contrat-cadre 2023/2027 signé avec la SA ASTRID.

Fait à Woluwe-Saint-Lambert, ce 25 avril 2025.

Le Conseil approuve le point.  
23 votants : 23 votes positifs.

### **Lidmaatschap raamcontract ASTRID GPI**

#### **De Politieraad,**

Overwegende dat de Belgische hulpdiensten werken met de door ASTRID NV terbeschikking gesteld Tetra-netwerk;

Overwegende dat er sinds 2001 een raamcontract tussen de Belgische Staat en de ASTRID NV bestaat voor de terbeschikking van die communicatienetwerk;

Overwegende dat deze raamcontract elk vier jaar hernieuwd is;

Overwegende dat in juni 2023 heeft de minister van Binnenlandse Zaken de vernieuwing van deze raamcontract getekend;

Overwegende dat de politiezone 5343 Montgomery wenst van deze raamcontract verder te kunnen genieten alsook van de terbeschikking van de communicatie netwerk van ASTRID;

#### **BESLIST:**

Om de lidmaatschappij op de laatste getekend raamcontract 2023/2027 met de NV ASTRID goed te keuren;

Getekend te Sint-Lambrechts-Woluwe op 25 april 2025.

De Raad keurt het punt goed.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

## **Service Ressources Matérielles - Dienst Materiël Middelen**

### **15 Approbation avenant n°4 au contrat de bail de l'immeuble Tervuren 142/144 abritant la direction zonale - Prolongation du bail et reprise de la maintenance**

#### **Le Conseil de police,**

Considérant que la zone de police est actuellement hébergée depuis avril 2020 au sein du bâtiment Tervuren 142/144 à Woluwe-Saint-Pierre et ce, jusqu'au 31 janvier 2027;

Considérant que la zone de police finalise actuellement un dossier d'auteur de projet pour réhabiliter son site de la Force Aérienne à Etterbeek;

Considérant que ce master-projet ne sera de toute manière pas abouti, ni le site habitable avant fin 2028;

Considérant que la zone de police a entrepris des négociations avec le propriétaire de l'immeuble Tervuren 142/144, pour prolonger son bail de location jusqu'au 31 décembre 2028;

Considérant que ces négociations ont abouti à un accord moyennant la double condition de révision du prix de base du loyer et le fait que la maintenance du bâtiment soit prise en charge par la zone de police;

Considérant que cette nouvelle échéance, le 31 décembre 2028, ne sera en aucune manière prolongeable et que la zone de police devra obligatoirement avoir quitté les lieux avant le 1er janvier 2029;

#### **DECIDE:**

D'approuver le projet d'avenant au contrat de bail principal joint en annexe.

De procéder à l'enregistrement de cet avenant dès qu'il aura été signé par le représentant du propriétaire.

Le Chef de Corps précise que le bâtiment situé avenue de Tervueren 142 est en principe loué par la zone jusqu'au 31 01 2027. Cependant, à cette date, le nouveau bâtiment de la zone ne sera pas construit, raison pour laquelle une prolongation du bail jusqu'au 31 12 2028 a été demandée. Le propriétaire a accepté moyennant une augmentation du loyer et la reprise de la maintenance du bâtiment par la zone.

Le Conseil approuve le point.  
23 votants : 23 votes positifs.

### **Goedkeuring van bijlage nr. 4 bij het huurcontract van het gebouw Tervuren 142/144 waarin de zonale directie is gehuisvest - Verlenging van de huur en hervatting van het onderhoud**

#### **De Politieraad,**

Overwegende dat de politiezone sinds april 2020 is gehuisvest in het gebouw Tervuren 142/144 in Sint-Pieters-Woluwe en dit tot 31 januari 2027;

Overwegende dat de politiezone momenteel een projectdossier afrondt om haar locatie van de Luchtmacht in Etterbeek te renoveren;

Overwegende dat dit masterproject in geen geval voltooid zal zijn, noch de locatie bewoonbaar zal zijn vóór eind 2028;

Overwegende dat de politiezone onderhandelingen heeft aangeknoopt met de eigenaar van het gebouw Tervuren 142/144 om haar huurovereenkomst te verlengen tot 31 december 2028;

Overwegende dat deze onderhandelingen hebben geleid tot een akkoord onder de dubbele voorwaarde van herziening van de basishuurprijs en het feit dat het onderhoud van het gebouw door de politiezone wordt verzorgd;

Overwegende dat deze nieuwe termijn, 31 december 2028, op geen enkele wijze verlengbaar zal zijn en dat de politiezone de locatie vóór 1 januari 2029 verplicht zal moeten verlaten;

#### **BESLUIT:**

Het project van de bijlage bij de hoofdhuurovereenkomst goed te keuren zoals bijgevoegd.

Over te gaan tot de registratie van deze bijlage zodra deze is ondertekend door de vertegenwoordiger van de eigenaar.

De Korpschef legt uit dat het gebouw aan de Tervurenlaan 142 door de zone wordt gehuurd tot 31 01 2027. Op die datum zal het nieuwe gebouw van de zone echter nog niet gebouwd zijn en daarom werd een verlenging van het huurcontract tot 31 12 2028 aangevraagd. De verhuurder heeft hiermee ingestemd, op voorwaarde van een verhoging van de huurprijs en de overname van het onderhoud van het gebouw door de zone.

De Raad keurt het punt goed.  
23 stemmers : 23 positieve stemmen.

## **Secrétariat zonal - Zone Secretariaat**

### **16 Feedback de la séance d'information du 07 04 2025**

Le Chef de Corps rappelle qu'une présentation de la zone a été réalisée en présence d'un certain nombre de conseillers de police. Le document de présentation a depuis été transmis à tous les conseillers.

Monsieur WAUTERS demande si le document transmis est partageable.

Le Chef de Corps répond par l'affirmative, dans la mesure où ce document ne contient pas de données personnelles ou confidentielles.

Le Conseil est informé.

### **Feedback van de informatiebijeenkomst van 07-04-2025**

De Korpschef wijst erop dat de zone werd voorgesteld in aanwezigheid van een aantal politieraadsleden. Het document van de presentatie is vervolgens aan alle raadsleden overgemaakt.

De heer Wauters vraagt of het toegestuurde document gedeeld kan worden.

De Korpschef antwoordt bevestigend, voor zover het document geen persoonlijke of vertrouwelijke gegevens bevat.

De Raad heeft kennis genomen.

Levée de la séance à 19:00  
Opheffing van de zitting om 19:00

Le Secrétaire,  
De Secretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Etienne Viatour

Olivier Maingain